

AFRIQUE DU SUD

Quand l'apartheid exporte ses tueurs

Des agents des services secrets d'Afrique du Sud sont entrés en France quelques jours avant l'assassinat de Dulcie September. La stratégie de Pretoria visant à éliminer les représentations de l'ANC se poursuit en Europe.

L'implication des services secrets sud-africains dans l'assassinat de Dulcie September, la représentante de l'ANC à Paris, se précise de jour en jour. Si la brigade criminelle, chargée de l'enquête, ne dispose que de maigres indices (pas de témoignage sur le tueur, une arme, un 22 long rifle, particulièrement banale), les services de renseignements occidentaux sont convaincus que l'élimination de la militante anti-apartheid était sinon organisée, du moins commanditée par les hommes du National Intelligence Service (NIS) de Pretoria, anciennement baptisée BOSS (Bureau of State Security).

Selon *Le Monde* daté du samedi 2 avril, dès mardi soir, jour de l'assassinat, les milieux de l'espionnage et du contre-espionnage occidentaux ont eu à «traiter» une information troublante: des agents sud-africains étaient entrés sur le territoire français quelques jours avant le meurtre. Des hommes réputés pour être plus spécialisés dans l'action que dans le renseignement. Plusieurs noms circulent. Des fichiers ont été consultés, les spécialistes du renseignement ont échangé leurs informations. Toutes convergent dans le même sens: ces agents de Pretoria sont directement à l'origine du meurtre. Au minimum, il l'ont commandité. Les modalités de l'organisation et de l'exécution de l'opération restent encore mal établies. Selon le ministre délégué à la Sécurité, Robert Pandraud, «rien, dans les informations que nous avons obtenues jusqu'à maintenant ne nous permet d'infirmer ni de confirmer» les informations publiées par *Le Monde*.

Tout cela n'est pas très surprenant. L'assassinat de Dulcie September s'inscrit dans une perspective d'élimination pure et simple des représentants de

l'ANC dans le monde. Comme nous l'écrivions dans nos éditions du 30 mars, cette stratégie avait déjà laissé des traces en Europe. Quarante-huit heures avant l'assassinat parisien, le dimanche 27 mars, la permanence de l'ANC à Bruxelles avait été la cible d'un attentat. A cinq heures du matin, les policiers avaient désamorcé à temps une charge de dix-sept kilos de TNT reliée à une minuterie de facture artisanale, trop bruyante puisqu'elle avait attiré l'attention d'un passant. La bombe avait été

déposée dans un sac de sport sur le soupirail de l'immeuble.

Le 4 février dernier, des inconnus ont fait feu sur Godfrey Motsape, le représentant de l'organisation anti-apartheid au Benelux. Sa vie n'a tenu qu'à un fil... Ses amis du bureau de Londres l'ont aussi échappé belle: tout avait été prévu pour qu'on les kidnappât. En juillet dernier, la police britannique arrêtait quatre hommes en possession de documents établissant dans le détail l'organisation du rapt. Ils ont reconnu

agir pour le compte d'un officier des «Special Forces» de la République sud-africaine qui aurait lui-même tout préparé. Ces «simples exécutants» ont finalement été relâchés pour «absence de preuve» en novembre dernier. Mais il avait été clairement démontré que ces hommes disposaient de faux documents extrêmement sophistiqués et de nombreuses fausses identités.

On sait également qu'avant leur interpellation, ils s'étaient déplacés dans plusieurs capitales européennes. Le bu-

reau londonien de l'ANC n'est toujours pas à l'abri d'une agression. Selon *The Independent* du 31 mars, Scotland Yard a rendu visite aux dirigeants anti-apartheid mardi dernier. Ces derniers affirment que la police leur aurait communiqué une information des services secrets selon laquelle l'ANC-Londres pourrait être bientôt attaquée. Scotland Yard s'est contenté d'expliquer qu'il s'agissait là d'une simple visite de sécurité après l'assassinat de Dulcie September.

Dominique LE GUILLEDOUX

Espoirs et désespoirs de l'ANC

Servi par l'image de son leader emprisonné, Nelson Mandela, et soutenu par des dissidents afrikaners, l'ANC cherche encore l'efficacité contre Pretoria. Soixante-seize ans après sa création, le mouvement ajoute le nom de Dulcie September à sa liste de martyrs.

Quelques rafales de Kalachnikov suivies du son du tam-tam... Tous les jours sur les ondes courtes, Radio Freedom, la voix du Congrès national africain (ANC), émet vers l'Afrique du Sud à partir de Lusaka. Depuis son interdiction en 1960, au lendemain du massacre de Sharpeville, l'ANC a été contraint à l'exil et à la clandestinité. Doyenne des organisations africaines — sa fondation remonte à 1912 —, l'ANC vit depuis entre les frustrations de cet exil sans fin, les espoirs suscités par les développements à l'intérieur du pays, et surtout les périls de l'action clandestine contre un rival aussi fort et déterminé que Pretoria.

Depuis sa création par un petit groupe de notables noirs modérés, inquiets de la montée de la ségrégation raciale bien avant l'arrivée de l'apartheid institutionnel en 1948, l'ANC a testé bien des stratégies et des méthodes de combat, pour se heurter, à chaque fois, au mur

de l'intransigeance de la minorité blanche. La résistance passive des années 50, inspirée de Gandhi, a pris fin dans le sang à Sharpeville; l'éphémère lutte armée du début des années 60 a conduit Nelson Mandela et ses camarades en prison jusqu'à nos jours. Depuis, le cortège des morts, des détentions et des bannissements paraît interminable: impuissante, l'opposition noire retrouve à chaque phase la case départ.

Si 76 ans après sa fondation, l'ANC en est toujours à chercher une stratégie efficace contre le pouvoir, ce dernier n'a pas réussi, par contre, à tuer politiquement le mouvement de résistance noir. Le programme de l'ANC, la Charte de la liberté, adopté en 1955 — et dont la première phrase proclame que «L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs» —, a été adopté ces dernières années par les principales forces politiques légales du pays, le Front démocratique

uni (UDF) et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU).

Durant la révolte des ghettos de 1984-1986, étouffée au prix de deux états d'urgence, plus de 2000 morts et plus de 20000 détentions, le drapeau vert, noir et or de l'ANC a ressurgi de l'ombre, aux côtés de Kalachnikov de bois, frappées aux initiales de la branche armée du mouvement, MK, Umkhonto We Sizwe (le fer de lance de la Nation). Plus symboliquement que concrètement, l'ANC s'est retrouvé en première ligne face à Pretoria, et le nom de Mandela, qui devait logiquement disparaître après un quart de siècle sous les verrous, a pris la dimension d'un mythe.

Ces deux dernières années, l'ANC a également embarrassé le pouvoir sud-africain en multipliant ses contacts avec des Blancs. Que ce soit les hommes d'affaires qui ont fait le voyage de Lusaka, ou, plus récemment, les intellectuels afrikaners «dissidents» qui ont rencontré, à Dakar, une délégation du mouvement nationaliste. Une petite minorité de Blancs s'identifie désormais au combat des Noirs, certains allant, comme ce jeune afrikaner de 24 ans activement recherché par la police pour un récent attentat à la voiture piégée, jusqu'à rejoindre Umkhonto We Sizwe.

Sur le plan diplomatique, l'ANC est désormais officiellement reçu à Washington, où George Shultz déclarait dernièrement qu'il ne le considérait pas comme une «organisation terroriste». L'ANC — et particulièrement Mandela —, avait accepté de jouer le jeu de la médiation, tentée il y a deux ans par le Commonwealth, et que les militaires influents à Pretoria avaient fait avorter. Paradoxalement, l'ANC d'Oliver Tambo, un vaste front allant des communistes aux nationalistes et aux chrétiens, reste une organisation modérée... Une modération qui lui vaut même les critiques de certains militants d'extrême gauche, mais qui reste le gage de sa popularité dans le pays.

L'échec politique de Pretoria, incapable de trouver des alliés noirs crédibles pour contrer l'influence de l'ANC, contraste toutefois avec l'efficacité de son action policière et militaire. Décrété par le gouvernement sud-africain ennemi public numéro un, l'ANC est pourchassé à l'intérieur comme à l'extérieur. Il y a à peine un mois, l'UDF et d'autres organisations anti-apartheid

comme celle de la Conscience noire, se voyaient signifier une interdiction de facto, tandis que le COSATU recevait l'ordre de se cantonner au seul terrain syndical.

Pretoria n'a jamais lésiné non plus sur les moyens afin d'empêcher le mouvement nationaliste de disposer de bases arrière sûres. Ainsi, le Mozambique a été mis à genoux pour obtenir qu'il expulse les militants de l'ANC; le Swaziland est depuis quelques années zone de «libre chasse» pour les policiers sud-africains, un cadre de l'ANC ayant même été jugé récemment en Afrique du Sud après avoir été kidnappé dans ce royaume voisin «indépendant»; le Botswana fait l'objet de menaces incessantes et parfois, comme dernièrement, de raids de l'armée sud-africaine. La liste est longue.

Face à cette menace permanente, le Congrès s'est replié essentiellement sur la Zambie, où se trouve son quartier général, la Tanzanie qui abrite une vaste école et des camps d'entraînement, ainsi que l'Angola, où se trouvent deux camps. Avec quelques centaines de «fonctionnaires» et quelques milliers — environ 10000 selon certaines estimations — de guérilleros de MK dans les camps, l'ANC dispose d'une structure de soutien à son action clandestine à l'intérieur. Que ce soit par les relais d'organisations légales ou par des attentats en nombre encore limité.

Une nouvelle fois aujourd'hui, Pretoria emploie le gros bâton contre son opposition. A la fois pour montrer à l'extrême droite afrikaner, qui vient de faire une démonstration électorale de force, que Pieter Botha est un «dur», mais aussi pour tenter de reprendre l'initiative politique chez les Noirs. Pretoria espère organiser en novembre des élections municipales, et dégage le terrain pour l'émergence de «modérés»...

Sans perspective de négociation, pas même d'ébauche de dialogue, l'Afrique du Sud continue de s'enfoncer dans une confrontation dont les seuls répités sont dus au reflux provoqué par la répression. L'ANC va ajouter le nom de Dulcie September à sa longue liste de «martyrs». Mais qui peut douter que cette lutte, vieille de trois quarts de siècle, se poursuivra, au prix probable d'une escalade dans la violence.

Pierre HASKI



Procession muette à Durban où plusieurs prêtres ont appelé à manifester contre le silence imposé aux organisations anti-apartheid